

Tribune socialiste

N° 317 / 2 MARS 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



VOTEZ P. S. U.



**Alternative
claire**

Edouard Depreux

**La relève
est à gauche**

Pierre Mendès France

**L'eau qui va
manquer**

Mathieu Longeait

**Rénovation
des Halles**

David Weill

**Comprimés
de la culture**

Gil Jouanard

□ Tous épargnent pour quelques-uns

La situation des dépôts dans les Caisses d'Épargne est un des meilleurs symptômes pour juger de la santé économique du pays.

Quand tout va bien, les dépôts sont toujours supérieurs aux retraits. Leur montant représente une partie déterminée des disponibilités des Français moyens, le reste étant investi en placements mobiliers (actions et obligations) ou immobiliers divers.

Quand ça commence à « aller mal », les dépôts demeurent d'abord supérieurs aux retraits. Mais ils représentent une partie plus importante des disponibilités des Français moyens et la partie de ces disponibilités affectée aux placements mobiliers diminue. On s'assure, et la précaution est souvent sage, de disponibilités à vue, mobilisables très vite si la situation économique empire encore.

Quand « ça va tout à fait mal », le montant des retraits dépasse celui des dépôts et les investissements mobiliers disparaissent.

Il s'agit là d'un phénomène naturel, difficile à maquiller, parce que les Caisses d'Épargne représentent un secteur public de dépôts de fonds à vue, et que leurs déposants sont disséminés dans toutes les couches sociales et dans toutes les professions.

Pour celui qui veut laisser l'opinion croire, parfois malgré l'évidence, que tout va encore bien, il faut éviter à tout prix que les retraits de fonds dans les Caisses d'Épargne dépassent les dépôts.

En 1965, les dépôts sont toujours supérieurs aux retraits, mais la Bourse baisse depuis quelque temps déjà. Ça commence à se dégrader. On ne change pas le plafond du livret individuel d'épargne mais on autorise l'épargnant qui a atteint ce plafond à se faire ouvrir un second livret de dépôt, le livret B. Grâce à cette mesure, en 1966, les dépôts excéderont encore les retraits; mais s'il n'y avait pas eu les livrets B, les retraits auraient été supérieurs aux dépôts (de 9 à 10 % environ). On remarquerait alors que la troisième période, celle où tout se détériore pour la santé économique du pays, est commencée.

La création des livrets B ne peut avoir que des effets temporaires puisque la situation économique reste détériorée. Afin de faire durer ces effets le plus longtemps possible, on décide d'assimiler les comptes d'épargne à des comptes bancaires ordinaires; on pourra désormais y faire virer sa pension, faire prélever d'office sur leurs disponibilités ses notes d'eau, de gaz et d'électricité.

Les banques ne peuvent pas être satisfaites de cette concurrence que leur font les Caisses d'Épargne; elles seront sans doute également mécontentes de l'autre possibilité qui vient d'être offerte aux Caisses d'Épargne: celle qui concerne l'épineuse question du logement.

Fin 1965, au moment même où l'on créait les livrets B, on a autorisé le Français moyen soucieux de se loger en devenant propriétaire à se faire ouvrir un troisième livret, dit d'épargne-logement. Type d'opération qui rencontre un certain succès. Frapper d'indisponibilité pour tout autre emploi l'argent qu'on destine à un apport personnel pour la construction est le meilleur moyen de s'assurer cet apport.

Un texte tout récent autorise les Caisses d'Épargne à consentir des prêts complémentaires aux titulaires des livrets d'épargne-logement.

Voici la substance des remarques du journal *Le Monde* en date du 4 janvier 1967: les Caisses d'Épargne souhaitaient autoriser ces prêts à un taux raisonnable; le ministère des Finances leur a imposé un taux plus élevé, oscillant entre 5,90 % et 8,10 % pour « ne pas trop concurrencer les banques privées et les organisateurs du marché hypothécaire ».

L'augmentation du taux de l'intérêt limitera certainement le nombre des bénéficiaires des prêts complémentaires, et, par voie de conséquence, le nombre des chantiers de construction. Comme les valeurs du bâtiment sont, en 1966, la « lanterne rouge » de la Bourse (cf. *La Vie Française* du 30 décembre 1966), on peut se demander si la nouvelle activité des Caisses d'Épargne va aider efficacement à la relance de l'économie nationale. La loi Loucheur, qui permet à un moment de réduire, puis de résoudre, la crise du logement, procédait autrement. Elle offrait des crédits à bas prix pour les constructions individuelles, réduisait l'apport des petits et remplaçait même cet apport par une subvention pour les familles nombreuses.

Il est instructif de mettre en parallèle avec le texte instituant les prêts complémentaires des Caisses d'Épargne un autre texte de la même date, créant une Société d'Investissement à Capital Variable (S.I.C.A.V.) des Caisses d'Épargne, gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le rôle de cette S.I.C.A.V. : utiliser l'argent de ses actionnaires, qui seront par définition des épargnants, pour acquérir des valeurs en Bourse (actions et obligations). En d'autres termes la S.I.C.A.V. vient au secours

de la Bourse, dont les cours baissent en raison des circonstances économiques, les particuliers préfèrent déposer leur argent à la Caisse d'Épargne plutôt que l'investir en opérations boursières.

Est-il présomptueux de conclure en estimant que le pouvoir souhaite drainer l'épargne de tous en faveur de quelques-uns? On aura l'occasion d'y revenir. □

□ Les subventionnés de la C. I. A.

Les largesses de la C.I.A. à l'égard de l'Association Nationale des Etudiants et de maintes autres organisations n'ont rien qui surprennent. Déjà l'an dernier le *New York Times*, dans une série d'articles, avait tiré de l'ombre certaines ramifications de la Central Intelligence Agency à l'intérieur des pays comme à l'étranger. A titre d'exemples on peut citer (de façon non limitative) : En avril 1966 un article paru dans la revue *Foreign Affairs* tendait à prouver le contrôle direct d'Hanoï sur le Vietcong, l'auteur, sous le couvert de titres universitaires, n'était rien d'autre qu'un employé de la C.I.A.

On lui doit aussi l'affaire Rans qui a eu quelque retentissement aux Etats-Unis l'an dernier. Elle s'était permis, sous un prétexte futile, de faire attaquer en justice un citoyen canadien qui ne lui plaisait plus, par un de ses agents. La même année le magazine *Esquire* étalait toute la panoplie de microphones, tables d'écoute, etc., utilisés, bien souvent contre les Américains eux-mêmes — ceux, bien sûr, qui seraient un peu trop libéraux. Par tous ces moyens elle s'efforce de contrôler l'opinion et de l'infecter de ses propres lubies. Mais il semble qu'elle soit encore plus active dans les pays sous-développés, ce qui est logique dans la perspective de l'impérialisme. En Amérique Latine, elle forme et entraîne les polices, aide financièrement les candidats modérés contre ceux d'extrême gauche lors des élections difficiles.

En Guyane Britannique, elle a manœuvré pour renverser le leader syndicaliste Cheddi Jagan et le remplacer par F. Burnham, jugé moins nocif, en se servant de l'American Institute for Free Labor (dans lequel l'A.F.L.-C.I.O. se trouve compromise) qui a pour but de doter l'Amérique Latine de syndicalistes "libres". Elle a aussi essayé de s'infiltrer dans les Peace-Corps (Organisation qui envoie de jeunes techniciens volontaires dans les pays du tiers monde) et ne s'en est trouvée écartée que par la réaction énergique de la direction. Il est aussi bien connu qu'elle fabrique des groupes d'étudiants anti-

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Harris Puisais

Directeurs adjoints
Gérard Constant
Christian Guerche

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Secrétaire de la rédaction
Claude Glayman

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20
Publicité générale au Siège
de l'administration

Publicité littéraire :
71, rue des Saints-Pères
Paris-6^e

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

communistes dans divers pays, et il n'est pas nécessaire de rappeler son rôle au Vietnam où elle s'était servie de la Michigan State University. Même un mensuel anglais — "Encounter" — a longtemps bénéficié de ses subsides par l'intermédiaire d'une fondation. Et plus récemment on se demande dans quelle mesure elle n'a pas collaboré à la vente d'avions au Portugal, allant ainsi à l'encontre de la législation américaine.

Jusqu'à maintenant le Congrès s'est contenté de contrôler — sans sévérité — les activités de la C.I.A. par le biais d'un petit comité parlementaire; en fait son statut lui assure l'immunité juridique. Il est douteux que ce simple contrôle suffise à réduire l'écart qui existe entre l'action de la C.I.A. et le gouvernement lui-même. On peut même se demander s'il y a divergence politique profonde, car l'opposition à la C.I.A. vient de quelques membres isolés du Congrès (le Sénateur Fulbright par exemple).

Le vrai problème n'est pas celui des méthodes employées mais celui d'une politique globale — contrer la « menace communiste » à tout prix — dont la C.I.A. n'a pas le monopole, ce qui explique qu'une analyse et une contestation n'en aient pas été faites par l'ensemble de l'opinion. □

Editorial

Démocratie socialiste ou second Empire

Edouard Depreux

Comme l'a souligné Pierre Mendès France, parlant au nom du P.S.U., pendant les 7 minutes qui nous ont été « généreusement octroyées » sur les chaînes de l'O.R.T.F., le général de Gaulle était déjà intervenu pour son parti avant l'ouverture de la campagne électorale. Il aura l'incroyable audace d'exprimer à nouveau le point de vue de l'U.N.R. le samedi 4 mars, à 20 heures, alors que la campagne légale sera terminée depuis la veille à 24 heures et que personne n'aura la possibilité matérielle de lui répondre. Cette scandaleuse intervention provoque l'indignation de tous ceux qui ont gardé le sens de la mesure et de l'objectivité. Elle nous donne une raison supplémentaire de combattre avec ardeur des adversaires qui montrent ainsi leur cynisme, leur vrai visage et traduisent leur désarroi et leurs inquiétudes.

M. Peyrefitte, dont on ne nous fera jamais croire qu'il avait improvisé ses « déclarations spontanées », a déjà ouvert bien des yeux : c'est

en réalité la plus haute autorité de l'Etat qui nous a menacés par sa bouche de ne pas tenir compte du résultat des élections. A Grenoble, M. Pompidou, ne connaissant pas la pensée intime de son maître, a été incapable de répondre aux questions si pertinentes qu'avec tant de clarté lui avait posées Pierre Mendès France. La voilà donc cette « démocratie directe », style Second Empire, à laquelle nos infortunés « gaullistes de gauche » (sic !) s'efforcent, en dépit de tous les camouflés que leur infligent les faits et le Président de la République, d'apporter leur inlassable caution !

Nous nous réjouissons, pour notre part, d'avoir relevé le défi dès la première minute, de n'avoir pas limité nos efforts à la critique et d'avoir travaillé à l'union et au renouvellement de la gauche sur un programme constructif. Nos candidats reçoivent un accueil prometteur, lorsqu'en face d'une droite divisée (il est symbolique que dans de nombreuses circonscriptions plusieurs

concurrents brandissent les uns contre les autres des croix de Lorraine et s'entredéchirent), ils montrent que la gauche est enfin engagée dans la voie de l'unité et que ses premiers accords doivent être complétés et enrichis à la lumière de l'expérience. Devant de vastes auditoires, comme dans des petites réunions chez des amis, au cours desquelles ont pu être ouverts de si féconds dialogues, nous avons fait connaître l'apport original du P.S.U. : « l'esprit de Grenoble, l'accent mis sur la démocratie régionale et sur la nécessité d'arracher les leviers de commandes de l'économie à une minorité de privilégiés qui sauraient les utiliser pour remettre en cause la volonté clairement exprimée par le suffrage universel. Notre Contre-Plan, notre Programme, les interventions sur les ondes de plusieurs de nos camarades, témoignant qu'il existe bien une solution de rechange à l'actuel régime, ont trouvé une large audience.

En faisant connaître le nombre de candidatures déposées, le ministre de l'Intérieur a curieusement persisté à interdire au P.S.U. l'accès de ses statistiques officielles, bien que, grâce à nos 110 candidats, nous ayons été les seuls, en dehors des quatre partis disposant de groupe parlementaire, à voir s'ouvrir devant nous les portes de l'O.R.T.F. Qu'importe ! On saura bien demain que les voix qu'il attribuera à « l'extrême gauche » (cette appellation nous est-elle vraiment donnée pour faciliter notre tâche ?), en dehors du P.C., sont essentiellement celles du P.S.U.

Les sondages reproduits dans la grande presse sont aussi discrets à notre égard. Ils n'en ont pas moins signalé que, d'une semaine à l'autre, le pourcentage des voix attribué aux formations autres que le P.C., la

F.G.D.S., le Centre Démocrate et l'U.N.R., s'était élevé de 1,5 à 7 et des commentateurs honnêtes ont souligné que cela traduisait en grande partie des progrès du P.S.U.

On nous sait gré d'être partout présents dans la bataille. Là où nous n'avons pas de candidats, nous invitons les électrices et les électeurs à voter dès le premier tour pour un représentant de la gauche et à assurer, au deuxième tour, la défaite de l'U.N.R. et de la réaction, sur le nom d'un candidat unique de la gauche dont, pour notre part, nous aurions souhaité l'apparition partout, dès le premier tour.

Le P.S.U. peut se réjouir des premiers résultats obtenus : chaque courrier nous apporte de nombreuses adhésions et des abonnements à *Tribune Socialiste*. On nous connaît de mieux en mieux. On s'intéresse à nous. On nous pose des questions. On nous commande des brochures, ainsi que le numéro spécial de *Tribune Socialiste* sur le programme. Des sympathisants se mettent spontanément à notre disposition pour aider nos camarades à procéder à des affichages et des distributions de tracts. Beaucoup d'entre eux nous écrivent que les idées exprimées en notre nom par Pierre Mendès France ont démontré notre efficacité.

Je demande à tous nos amis connus et inconnus et en particulier aux lecteurs de *Tribune Socialiste* un dernier effort avant la fin de la campagne. Nous devons, en arrachant de nombreuses voix à l'U.N.R. grâce aux perspectives de renouveau que nous offrons, infliger un premier recul au régime le 5 mars et prendre notre large part, le 12 mars, des succès de la gauche. □

Le P.S.U. en hausse

Notre confrère « France-Soir » a publié dans son numéro daté des 26-27 février les résultats de la quatrième enquête préélectorale de l'IFOP. Cette enquête qui porte sur une période qui va du 17 au 23 février donne les pourcentages suivants : V^e République, 38 % (lors de la première enquête du 7 au 16 janvier, celle-ci faisait 41 %) ; F.G.D.S., 19 % (du 2 au 10 février 18 % ; du 20 au 27 janvier 22 %) ; le Centre-Démocrate, 15 % (contre 18 % du 2 au 10 février) ; le P.C.F., 21 % (contre 22 % du 2 au 10 février) ; enfin les candidats divers passent de 3 % à 7 % entre le 2-10 février et le 17-23.

Le recul de la majorité, du Centre-

Démocrate d'une part ; le maintien de la F.G.D.S. et du P.C.F. de l'autre à quelque chose près et la forte hausse des candidats « divers » ne peuvent être interprétés autrement que par une hausse des candidats du P.S.U. qui se présentent dans plus de cent dix circonscriptions. Différents observateurs s'accordent d'ailleurs à le reconnaître.

Pour expliquer cette montée il faut recourir à plusieurs éléments : d'une manière générale le sigle P.S.U. est en train de passer la rampe. D'autre part, les journaux électoraux (supplément à « T.S. ») de bonne qualité en moyenne sont entrés dans les foyers. Enfin bien que le 23 soit le jour même du passage à la T.V. de

Mendès France, il ne fait aucun doute que l'exceptionnel succès de notre camarade à Grenoble traduit et provoque une pénétration des idées du P.S.U. et par là-même aboutit à un élargissement de l'audience du Parti Socialiste Unifié.

On doit également estimer que le face à face Rocard-Poniatovski à Europe 1 le 24 a contribué à cette hausse de prestige.

Donc éléments publicitaires et le fond sont à l'origine d'une montée du P.S.U. Certes, rien n'est joué et les retours de bâtons existent. Du moins on est en droit d'imaginer que la dernière semaine électorale, avant le premier tour, qui s'ouvre sur le face à face attendu Mendès France-Pompidou ne devrait pas être défavorable au P.S.U. Bien au contraire... surtout si l'effort militant investi jusqu'ici se poursuit et même s'accroît.

Par ailleurs le recul constant de la majorité doit retenir notre attention. Ce recul est net et progressif, l'on dirait qu'il mesure l'engagement qui a été celui de l'opposition, notamment de gauche, dans la bataille électorale. Un fait est acquis, d'ores et déjà, le courant gaulliste est en baisse et s'il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué, il faut en tout cas s'interroger sur les thèmes avancés par la gauche et qui ont provoqué cette diminution de l'audience de la majorité.

Dans ces conditions, l'intervention du général de Gaulle est non seulement scandaleuse par sa partialité mais pour ce qui concerne notre exposé, révélatrice du recul que nous analysons présentement. Il est en tout cas encourageant que ce recul se traduise par une avancée de la gauche et singulièrement de la gauche nouvelle ! □

Les syndicats et les législatives

Maurice Combes

Les organisations syndicales ouvrières, agricoles, universitaires sont toujours prudentes lorsqu'il s'agit d'intervenir en période électorale, sachant que des consignes trop précises risqueraient de ne pas être suivies par une partie de leurs adhérents. Cependant, elles sont amenées généralement à rappeler leur programme économique et social, voire à demander aux candidats de se prononcer sur celui-ci. Il peut leur arriver de condamner la politique suivie par la majorité sortante.

Quelle est actuellement l'attitude des syndicats face à la prochaine consultation ? Un premier élément d'intérêt est fourni par la position des syndicats agricoles qui, en demandant de voter contre de Gaulle à l'élection présidentielle, avaient contribué à mettre ce dernier en ballottage. Cette fois-ci, les notables traditionnels de l'agriculture sont beaucoup plus réservés, la politique classique de revalorisation des produits de la terre suivie par Edgar Faure ayant davantage leur faveur que les réformes de structure entreprises par Pisani. Seuls les animateurs du C.N.J.A., qui soulignent l'inégalité des revenus agricoles selon les régions, sont dans leur majorité résolument hostiles aux candidats de la « V^e République ». Encore que beaucoup d'entre eux ne vont pas jusqu'à se prononcer pour la gauche et voteront pour le Centre des Démocrates.

L'opposition est évidemment plus nette dans les syndicats ouvriers, du moins au niveau des responsables et des militants. L'absence de négociations véritables tant dans le secteur public que dans le secteur privé — qui s'est traduite notamment par les grands mouvements de protestation du 17 mai 66 et du 1^{er} février dernier — les inquiétudes concernant l'emploi ont sensibilisé les syndicalistes contre la politique gaulliste. Ceci ne les empêche d'ailleurs pas de s'interroger sur le sérieux et la cohérence de l'opposition, même après les accords passés entre les formations de gauche.

La C.G.T., pour sa part, avait salué l'accord intervenu entre le P.C.F. et la F.G.D.S. comme ouvrant « des perspectives encourageantes », tout en déplorant qu'on n'ait pas encore abouti à un programme commun. A cette occasion, la C.A. confédérale avait rappelé le préambule aux statuts confédéraux adoptés par le Congrès de réunification de Toulouse en 1936 : « Il (le mouvement syndical) se réserve le droit de répondre favorablement ou négativement aux appels qui lui seraient adressés par d'autres groupements en vue d'une action déterminée. Il se réserve également le droit de prendre

l'initiative de ces collaborations momentanées, estimant que sa neutralité à l'égard des partis politiques ne saurait impliquer son indifférence à l'égard des dangers qui menaceraient les libertés publiques, comme les réformes en vigueur ou à conquérir. »

La C.F.D.T., dans sa majorité, n'est pas éloignée de partager ce point de vue et Eugène Descamps a été amené à souligner le contexte politique du mouvement du 1^{er} février. Il a même polémique à ce sujet avec André Bergeron, secrétaire général de F.O., qui avait justifié l'abstention de sa centrale en écrivant que les intentions de la C.G.T. et de la C.F.D.T. n'étaient pas « purement syndicales » : « Qu'est-ce à dire ? Que nous sommes prédéterminés par l'extérieur, par l'opposition politique ? Si oui, compte tenu de ce que sont la C.F.D.T. et la C.G.T., ce serait à la fois au service du P.C., du P.S.U., de la Fédération de la Gauche et du Centre Démocrate que nous le serions. Ainsi notre action commune serait parvenue pratiquement à unifier l'opposition. Si c'était vrai, quel joli succès à notre actif ! Si Bergeron veut dire que nous souhaitons que les salariés comprennent qu'en 1967 leurs intérêts se défendent contre le patronat et le gouvernement et que la politique actuelle est particulièrement néfaste pour eux, il a raison ! »

Une telle position, qui n'exclut pas une solution centriste, n'est pas sans rappeler celle de certains syndicalistes agricoles. Cependant, la C.F.D.T., qui a beaucoup réfléchi aux conditions politiques de la réalisation de ses objectifs, est plus sensible au contenu des propositions formulées par l'opposition, à la différence de la C.G.T. qui attache plus d'importance aux contours d'une nouvelle majorité.

Quant à F.O., le souci apparent d'apolitisme et l'anti-communisme le disputent à une sympathie pour la gauche. Les fonctionnaires F.O., très modérés sur le plan de l'action revendicative, sont souvent passionnément anti-gaullistes et reprochent au régime actuel son caractère « autoritaire et antidémocratique ».

Ces deux épithètes se retrouvent dans le texte publié simultanément par les fédérations de fonctionnaires « Force Ouvrière » C.G.T. et par la F.E.N., texte dans lequel chacune de ces organisations souhaite que leurs mandants « fassent en sorte d'éviter l'entrée au parlement d'une majorité susceptible de maintenir les orientations qui, depuis huit ans, n'ont fait qu'aggraver les inégalités sociales et accentuer le déclassement de la fonction publique. » □

Toulouse et ses ambiguïtés

Toulouse : quatre circonscriptions, quatre candidats P.S.U. Dans le local de la rue d'Aubuisson, nous les trouvons réunis avec les militants qui classent les affiches, plient les circulaires et préparent leur expédition, dans une atmosphère de ruhe.

Comment se présente la situation ? « Confuse », nous dit Montariol, secrétaire fédéral, candidat dans la 3^e circonscription : ici, la Fédération n'existe pas ; c'est la S.F.I.O. qui en tient lieu, et elle n'admet même pas que le parti radical conserve son siège unique de Saint-Gaudens ! Quant à la Convention, elle sort des limbes. Or, la S.F.I.O. a fait alliance avec la droite non gaulliste aux élections municipales de 1965 : M. Baudis, candidat du Centre Démocrate dans la 2^e circonscription, est le premier adjoint de M. Bazerque, maire S.F.I.O. Il est donc difficile aux dirigeants socialistes toulousains de mener maintenant le combat de la « gauche unie » contre les « réactionnaires ».

« Notez, intervient Badiou, que Baudis est mon adversaire, et que la S.F.I.O. a laissé le soin à M. Rousselet, ami de François Mitterrand, de « représenter la Fédération ». Cela donne lieu à des commentaires et des suppositions... »

« Dans la 4^e, dit Achille Auban, la S.F.I.O. présente Dardé, qui n'a pas de « surface », et dont le suppléant, Raymond, est en lutte ouverte avec Bazerque. C'est donc à une S.F.I.O. déchirée par les appétits internes que nous avons à faire. La V^e République nous a envoyé un baroudeur, mais ses chances sont inexistantes. »

« Ce n'est pas un baroudeur que j'ai en face de moi, constate Henri Martin, dans la 1^{re} circonscription. Et le sortant, Rey, de la S.F.I.O., est plutôt terne. Aussi la lutte n'est-elle pas très chaude. »

Alors, quels pronostics ? Le P.S.U. devrait renforcer sa position, car sa campagne, simple, directe, et sans démagogie, devrait « porter » sur un électoralat de gauche désireux de sortir des compromissions avec la droite. Dans la 2^e, et la 3^e (où se présente l'ancien ministre Mazziol) les sortants réactionnaires pourraient être mis en difficultés au second tour. Mais la gauche ne triomphera vraiment à Toulouse que lorsque la situation politique sera assainie sur le plan municipal. □

Méthodes U.N.R.

Les méthodes utilisées par les candidats officiels à la Martinique donnent par exemple ceci, que nous communiquons un correspondant.

Lors d'une réunion électorale tenue par M. Cerland (candidat de l'Unité de la Gauche pour la circonscription du nord de la Martinique) dans la commune du Marigot, le maire U.N.R. de Sainte-Marie — un certain Mercan — a fait irruption avec une bande de nervis qui étaient armés de couteaux.

Les « porte-parole de la majorité » ont tenu sous la menace de leurs armes l'orateur et ses amis, coupé les fils de la sonorisation, volé les amplificateurs.

Opération qui s'est déroulée sous le regard hilare des gendarmes présents, lesquels n'ont pas eu un geste pour empêcher ces contradicteurs un peu « particuliers ».

Notre interlocuteur conclut en notant qu'il serait bon de faire connaître les mœurs électorales régnant ici et d'attirer l'attention sur la manière dont l'U.N.R. entend persuader les Antillais qu'ils sont bien « Français ». □

Les mauvaises langues

Tous les mois, entre le 20 et le 25 du mois, l'Institut National de la Statistique rend publique sa note de conjoncture. Celle-ci est établie en toute indépendance, mais le feu vert de sa publication est donné par le ministère. Il nous paraît de bonne règle, que le ministre des Finances soit le premier prévenu des conclusions des experts. Et nous ne voyons guère d'inconvénient à ce que son autorité se manifeste par le feu vert ainsi donné.

On constate cependant que ce mois-ci, cette note n'a pas été rendue publique.

Interrogés, les services du cabinet ministériel se montrent d'une remarquable et inhabituelle discrétion. Il est vrai que le ministre bat campagne à la Réunion. Et que la note risque d'y être et d'y rester au moins jusqu'à la fin des élections.

Les bonnes gens a priori n'y voient pas malice. Encore qu'en cette période électorale, on aimerait suivre au plus près la situation. Dans le brouillard de chiffres dont Monsieur Pompidou aime s'entourer, il n'aurait pas été mauvais que comme tous les mois, les experts puissent nous livrer leur appréciation sur la conjoncture. Leur sérénité aurait été utile, et à la majorité et à l'opposition. Voilà ce que pensent les bonnes gens.

Les mauvaises langues, dont nous ne sommes pas, se demandent simplement si la note de conjoncture ne serait pas peu favorable aux propos de la majorité, et si le circuit de la Réunion ne serait pas en l'occurrence inespéré. Quelques jours de gagnés, peuvent être précieux.

Propos malveillants, qui ne manqueront pas d'être démentis par la Rue de Rivoli. Par une publication sur l'heure de la note de conjoncture en question. □

Emploi

Une place au soleil

Emmanuelle Stein

1966 aura marqué pour les Français le retour d'un revenant indésirable qu'ils avaient presque oublié : le chômage. Ce spectre demeuré dans l'ombre pendant plusieurs années, au point qu'on pouvait croire son retour improbable et anachronique. Voilà qu'il occupe brusquement le devant de la scène. Il suffit de parcourir la presse du dernier trimestre pour se convaincre de l'importance grandissante prise par le problème de l'emploi. En fait, celui-ci est moins nouveau qu'il n'en a l'air.

Mais pour le Français "moyen", mollement bercé depuis près d'une décennie par de lénifiants discours officiels, où il n'est question que « d'expansion, de progrès, de redressement économique et de stabilité retrouvée », le réveil est dur. Et déconcertant.

Ainsi placé devant le fait accompli, il est sommé de s'incliner, de se taire et de s'adapter sans rechigner à la « situation nouvelle ».

Les « mini » de Monsieur Jeanneney

Laissons à notre Ministre des Affaires sociales — encore qu'il préfère parler en termes de pourcentages, cela frappe moins — les jongleries subtiles de chiffres destinées à démontrer que le problème du chômage est « fortement exagéré ». Aussi rompu qu'on soit aux tours de passe-passe gouvernementaux, il est néanmoins difficile d'escamoter certains chiffres. Combien sont-ils ? 300.000 ? 350.000 ? Ce qui est sûr, en tout cas, c'est qu'aujourd'hui chaque français a peur. Peur du présent, peur de l'avenir. Et l'on se sent d'autant plus vulnérable que l'on est sous-informé. Les chiffres officiels des demandes d'emploi non satisfaites de ces derniers mois s'ils n'inspirent pas encore la panique, revêtent cependant de par leur lente et insidieuse progression, un caractère fatal, qui engendre une sourde et lancinante angoisse.

La brutalité, dans l'application des mesures de licenciement prises sous l'effet notamment des concentrations, en dit long, tant sur la mentalité patronale, que sur la fragilité de la situation des travailleurs, quelles que soient leurs fonctions, au sein de l'entreprise. Il y a quelque chose de révoltant pour la conscience dans le fait qu'un employeur puisse, du point de vue légal, avoir le sentiment du devoir accompli, après avoir accordé le préavis dû à un personnel congédié, qui pourtant aura passé dans son entreprise, le plus clair et les meilleures années de sa vie. Pour le

personnel employé et cadre, notamment les autodidactes, pour qui la fidélité et le dévouement "maison" ont toujours représenté les vertus essentielles dans le travail, ont imaginé le choc psychologique que représente une brutale mise en congé. C'est, plus qu'une catastrophe sur le plan matériel, tout un système de valeurs morales qui s'écroule. Même si l'on retrouve une situation, l'on restera marqué par une expérience d'autant plus éprouvante qu'elle atteint souvent à un âge où l'on se croit définitivement à l'abri des remises en questions vitales.

Le pointage : un chemin de croix hebdomadaire

Si, comme on dit, à quelque chose malheur est bon, le malaise actuel de l'emploi aura du moins favorisé la réorganisation du marché du travail qui prévoit l'installation prochaine de l'ordinateur IBM au Vésinet, et la modernisation des services de main-d'œuvre. On aimerait applaudir, si l'on ne se souvenait qu'il y a plus de vingt ans que l'Etat possède le monopole du marché du Travail. L'incurie et la carence, maux chroniques de ce secteur public mal-aimé parce que "budgetivore", l'ont empêché de fonctionner jusqu'à ce jour avec efficacité.

Il suffit de se perdre un jour dans les dédales de ces sombres couloirs diaboliquement enchevêtrés, à la recherche d'un problème bureau, qui n'est jamais celui qu'on croit, il faut s'être aventuré dans un de ces locaux sinistres, tantôt situés dans un sous-sol, tantôt au fond d'une cour lépreuse, quand ils ne sont pas perchés à l'étage, qu'on atteint par un escalier raide, à ciel ouvert (!) ; il faut avoir attendu « son tour » parmi le troupeau passif qui rappelle les queues sinistres du temps de l'occupation. Murs lugubres, lumière avare : cela tient de l'asile de nuit et de la soupe populaire. Ces hommes, ces femmes qui attendent, n'ont pas d'âge. A la maison, ils doivent donner la fessée à leurs gosses, mais ici, bras ballants, désemparés, ils ressemblent à de vieux enfants. Quelquefois un visage frais parmi toute cette grisaille poussiéreuse, surprend comme une apparition incongrue. Derrière les guichets, des employés en blouse grise, au sourire rare à force de se pencher à longueurs de journée sur de misérables dossiers. Sous-payés, surchargés de tâches ingrates, ils sont à peine moins à plaindre que ceux qui ont recours à leurs services. Pourtant vaille que vaille malgré l'inconfort et les conditions impossibles on arrive à recaser à peu près un tiers



Elie Kagan

des effectifs inscrits. Il est vrai qu'il s'agit dans la plupart des cas, de main-d'œuvre manuelle, plus facile à placer.

Pour les cadres, le problème est de loin plus délicat. Ignorance, pudeur ou répugnance, ceux-ci prennent d'ailleurs rarement le chemin du bureau de placement. Les rares cadres qui s'y aventurent y trouvent un accueil bienveillant, mais peu suivi d'effets pratiques, auprès d'un personnel en majeure partie féminine, au sourire compréhensif propre à ceux qui ont depuis longtemps l'habitude de se pencher sur les « cas humains ». Mais ici aussi, la bonne volonté évidente et le dévouement du personnel ne peuvent pas grand chose, quand les moyens d'action mis à disposition sont inexistantes.

Le désarroi qui frappe la plupart des licenciés actuels provient en bonne partie de l'ignorance profonde des moyens de recours, si minces soient-ils, dont ils disposent. Il est effarant de constater que tant de gens instruits, cultivés, connaissent si mal leurs droits les plus élémentaires en matière de législation sociale. La carence de l'information autant que l'absence d'une organisation cohérente du marché du travail démontrent la faillite des pouvoirs publics en ce domaine. Il serait vain de chercher à en mesurer les conséquences ; on ne les devine que trop : les drames qui auraient pu facilement être évités, l'énergie perdue, tout un gâchis inutile.

Cependant, face à l'inertie gouvernementale en matière d'emploi, un élan de solidarité s'est créé, notamment dans les milieux enseignants et chez les cadres supérieurs. D'où la multiplication rapide d'organismes conçus pour la formation et la re-

conversion professionnelle, dus à l'initiative privée, dont les résultats sont assez encourageants. Grâce à ceux-ci, un nombre appréciable d'éléments jugés un peu hâtivement "finis", ont pu être remis « sur les rails ». Mais le manque de coordination de tous ces organismes ne permet pas encore de donner la pleine mesure d'efficacité.

Mais cette évolution permanente dont la nécessité n'échappe à aucun esprit averti, rencontre encore, au moins dans ses moyens d'application, une répugnance certaine de la part d'une bonne partie du patronat, rétrograde et soucieuse de productivité immédiate, préférant presser le citron, quitte à le jeter ensuite sans vergogne. Bien des chefs d'entreprise jugent plus commode de rajeunir leur main-d'œuvre plutôt que leurs structures de travail. Là aussi, l'éducation d'un certain patronat reste à faire.

Enfin, quand devant le malaise actuel, M. Pompidou déclare d'un ton qu'on devine pincé, que « la France doit se préparer à poser les problèmes de l'emploi en termes non plus seulement sociaux mais aussi économiques », on aimerait répondre au Premier ministre qu'on ne peut à la fois exiger de la part des citoyens une telle abnégation civique et une aussi vive compréhension des nécessités immédiates. En les traitant par le mépris et en les tenant à l'écart de toutes les décisions nationales même lorsque celles-ci ont sur le cours de leur vie des conséquences déterminantes.

La leçon d'économie politique de M. Pompidou vient un peu tard. Les prochaines élections diront bientôt de quelle manière des Français l'ont comprise. □

Le P.S.U. à la T.V.

La relève est à gauche

Pierre Mendès France

Il y a quinze jours, * intervenant ici-même en faveur de son parti, le général de Gaulle résumait l'œuvre intérieure de son gouvernement. Je ne puis, bien entendu, dans les sept minutes qui sont généreusement octroyées au P.S.U. contester, comme il le mériterait, un bilan aussi orgueilleusement affirmé, mais je voudrais tout de même rétablir d'abord la vérité sur notre prétendue avance économique et surtout sociale.

Par rapport au passé il n'est pas vrai qu'en 3 ans l'économie française ait progressé plus que pendant les 3 années précédentes. Notre croissance a été inférieure à celle de l'Allemagne, de l'Italie, des Pays-Bas, nos concurrents directs dans le Marché commun ; nos prix ont monté plus vite que les leurs ; le pouvoir d'achat ouvrier chez nous moins rapidement que chez eux. En matière de logements nous reculons et M. Pompidou lui-même a reconnu sa déconvenue. On a construit moins de logements en 1966 qu'en 1963 et on en construira moins encore en 1967. Dans un temps où l'on parle tant d'indépendance nationale, nos industries de pointe sont menacées par l'emprise des capitaux étrangers et plus encore par l'énorme avance technique américaine contre laquelle seule une coopération européenne étroite peut nous protéger ; mais précisément le régime actuel, vous le savez, s'oppose au progrès de l'organisation européenne. Ce n'est pas assez dire ; il faut dire aussi comment la richesse produite par le travail de tous a été répartie depuis 3 ans. Bien sûr, le niveau de vie des Français s'est amélioré en moyenne, mais dans le gâteau national, la part qui revient à la classe ouvrière et à la classe paysanne a proportionnellement diminué, tandis qu'augmentait la part de ceux qui étaient déjà favorisés.

Certaines catégories de Français ont été particulièrement mal traité

tées : familles nombreuses, personnes âgées, ouvriers des régions ou des industries en stagnation, jeunes qui n'ont pas été préparés à une activité professionnelle moderne, et tout cela a été aggravé par la politique de stabilisation reposant sur le sous-emploi car le nombre des chômeurs atteindra 600.000 si on ne corrige pas rapidement le V^e Plan ; cette politique a freiné volontairement l'expansion économique du pays. Enfin, abandonnant les choix d'intérêt national à quelques groupes privés, le pouvoir est en train de déplaçer l'économie française au moment où il importe au contraire de rendre la planification à la fois plus efficace et plus démocratique. C'est-à-dire que la planification doit être déterminée par le pays lui-même, notamment au niveau des régions, par tous ceux qui travaillent, par tous ceux qui produisent ; démocratique, c'est-à-dire aussi que la planification doit améliorer la part de ceux qui sont aujourd'hui les plus défavorisés.

Lorsque je vois le gouvernement tourner le dos à cette politique d'efficacité et de progrès, j'ai le devoir d'avertir le pays des nouveaux retards qu'on lui prépare. Je voudrais surtout répondre aux affirmations du général de Gaulle concernant son régime. Depuis neuf ans, à chaque consultation électorale, le chef de l'État n'a cessé de proclamer que le régime était organiquement lié à sa personne. Les Français n'ont cessé d'être placés par lui devant ce dilemme : prolonger ses pouvoirs ou faire le saut dans l'inconnu.

Eh bien, il ne peut plus dire cela aujourd'hui. De toute manière, la nouvelle législature coïncidera avec la fin du septennat du chef de l'État et les élections prochaines préparent, qu'on le veuille ou non, la fin d'un règne. Regardez donc s'agiter tous ceux qui l'entourent ; leurs manœuvres, leurs rivalités, leurs combinaisons n'ont d'autres buts, vous le savez bien, que de s'assurer — voire de s'annacher — l'héritage tant convoité. Que la majorité leur soit donnée encore en masse, nous irons à des difficultés, à des conflits, à des crises dont personne ne peut prévoir le dénouement. En vérité, voter pour l'U.N.R., c'est vraiment voter pour l'inconnu.

C'est pourquoi vous devez organiser volontairement, à froid, la relève nécessaire. Car la seule majorité de rechange, la seule qui peut traduire les aspirations profondes du pays, est une majorité de gauche.



Il est vrai que la gauche a été cruellement et longuement divisée ; on est plus exposé à la division dans le mouvement et le progrès que dans l'immobilité et le conservatisme. Mais les méfiances s'étaient aggravées aussi dans un climat de guerre froide qui a, heureusement, disparu. Aujourd'hui, le regroupement de la gauche non seulement peut se faire, mais il se fait. Ce regroupement, le P.S.U. l'a longtemps seul appelé de tous ses vœux. Il l'aurait voulu — il le veut encore pour demain — fondé sur un pacte clair, sur un plan de travail commun qui engage, face au pays, les hommes, les partis, les forces de progrès. Il le veut au service du renouveau de ce pays, au service des tâches exaltantes de notre siècle, avec ses risques et ses duretés sans doute, mais aussi avec les chances immenses que lui ouvre un socialisme à la mesure de notre civilisation moderne.

On nous interroge parfois pour savoir ce qui se passera si la gauche l'emporte. Notre réponse est claire : le gouvernement de la gauche devra se constituer sur la base d'un contrat précis, plaçant chacun devant ses responsabilités, c'est-à-di-

re formulant, suivant un calendrier rigoureux, les objectifs à atteindre dans la législature, sans démagogie, sans défaillance, sans surenchère. Ce sera la condition de notre participation.

Le contrat de législature serait-il rompu par l'un des partenaires ? C'est aux électeurs qu'il appartiendra d'arbitrer. Ainsi le gouvernement et l'Assemblée auront la même durée sous le contrôle du public.

Certes, il reste possible que le 5 mars, la gauche n'obtienne pas encore la majorité. Dans cette hypothèse, l'exigence d'un programme commun demeurera tout aussi fondamentale pour nous car, j'y insiste, c'est le problème de la succession du gaullisme qui dominera la prochaine législature, et la gauche doit s'y préparer en tout cas.

Car l'avenir appartiendra, comme toujours, aux forces du mouvement, de la démocratie et de la jeunesse, auxquelles nous faisons appel avec espoir et avec confiance. □

(*) Texte de l'allocution de Pierre Mendès France prononcée à la Télévision au nom du Parti Socialiste Unifié.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

Souscription nationale

Les carnets de bons de soutien vous sont maintenant parvenus.

Le tonus de notre campagne électorale dépend largement de leur succès.

Bon travail à tous.

Grenoble

Le Face à Face le plus long

Dominique Yvoire

Cinq heures de présence, quatre heures de débat parfois très violent, toujours très houleux, Pierre Mendès France et Georges Pompidou se sont affrontés. Sous l'œil observateur de très nombreux journalistes de la presse française et étrangère, sous l'œil scrutateur des caméras de télévision, au micro de tous les postes de radio-diffusion. De telle sorte que lorsque notre journal paraîtra pas un Français n'ignorera les grandes lignes et les petits détails de ce combat singulier. Combat singulier, le premier sans doute de toute la campagne électorale et qui par là-même a constamment puisé aux sources du problème politique au-delà du décorum, du spectacle, de tout ce qui a entouré le « face à face de Grenoble ».

Voyez la manière dont la soirée a été organisée. De prime abord cela ne semble concerner que les chiffres portant sur le nombre de gendarmes, de CRS, de membres du service d'ordre de l'U.N.R. Bien sûr cela tout le monde le sait maintenant mais s'est-on demandé comment il se faisait qu'un mouvement de la taille de l'U.N.R. soit obligé de faire appel au soutien des « forces de l'ordre » au lieu de convoquer ses électeurs. Il y a là un phénomène profondément antidémocratique et qui colore d'une curieuse manière ce que l'on a, sans trop approfondir, appelé une campagne « à l'américaine ».

Sur le plan du déroulement de la réunion, retiennent surtout l'attention : l'ascendant que progressivement tout au long de la soirée Mendès France, a pris sur ses interlocuteurs. D'autre part, malgré l'in vraisemblable chahut le fait que l'on a fini par aborder quelques-unes des grandes questions qui préoccupent les Français.

Pompidou en pied

Regardez le Premier ministre. Il est debout contre le pupitre qui porte une forêt de micros. A sa droite une longue table, la seule de la tribune, et la demi-douzaine de candidats de la majorité, mornes ou supérieurs autour de M. Missoffe. En face, un peu en contre-bas, au premier rang du public, Mendès France,

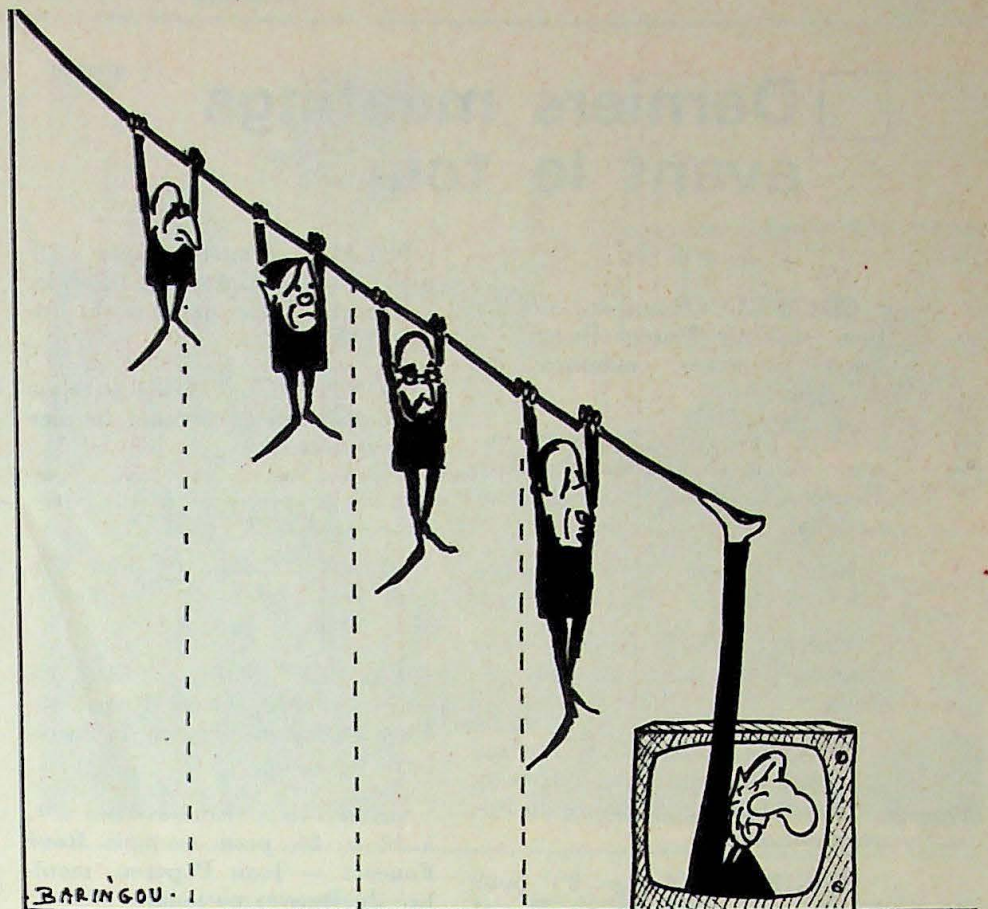
entouré du Conseil municipal et de « brain-trust » de la campagne. Pompidou parle. Il a des yeux laiteux qui semblent perpétuellement fuir leur horizon. Et pourtant à mesure de la progression du vif échange de vues, son regard se tournera de plus en plus vers le premier rang, en contre-bas. Quand, de temps à autre, il lance une banderille, son regard remonte, heureux du coup, hautain, signifiant à l'assistance qu'il a marqué un point. Et puis, le même manège reprend, laissant, au bout du compte paraître comme une moindre assurance.

Mendès France, tout au contraire, quand il monte à la tribune est beaucoup plus simple, plus direct car, plus sûr de lui. La politesse va de soi mais elle n'exclut pas une brutale franchise sur les griefs reprochés aux représentants du gouvernement.

Les arguments

Pour le Premier ministre Pompidou tout y passe : depuis la liste-fleuve de chiffres, jusqu'aux autoroutes dont le régime s'enorgueillit. Tout y passe et l'on perçoit dans le choix des propos comme un étonnement mêlé de mépris, de chantage, mais également de respect discret. Tout y passe, et cible privilégiée les partis de la IV^e République auxquels, curieusement, M. Pompidou associe le Parti Socialiste Unifié qu'il qualifie de « débris détachés de la S.F.I.O. ».

Pour notre camarade Pierre Mendès France les thèmes seront plus linéaires : les options économiques et sociales appuyées de quelques chiffres éloquentes ; et puis surtout, la grande question sur les institutions. Que ferait le Président de la République si une majorité de gauche s'affirmait dans la prochaine Assemblée ? Car il n'y a pas incompatibilité de fait entre la désignation au suffrage universel d'une majorité de parlementaires de gauche, un an et demi après celle du général de Gaulle au poste de chef de l'Etat. Dans cette hypothèse, que surviendrait-il ? Que M. Pompidou soit demeuré bouche cousue devant cette question, cela ne lui enlève pas, tout au contraire, de son acuité. □



L'opération remonte-pente.

Pourquoi le P. S. U.

C. Guerche

Notre opposition fondamentale au gaullisme ne s'appuie pas seulement sur l'opposition naturelle de tous les démocrates au coup de force de 1958 et à l'instauration du pouvoir personnel qui suivit.

Ce que nous mettons surtout en cause, c'est l'ensemble des structures du néo-capitalisme français, dont le gaullisme est un des aspects politiques (mais pas le seul possible). Tant que ces structures ne seront pas profondément transformées, il est vain d'espérer que sur le plan politique, économique et social, les salariés de ce pays voient leurs légitimes aspirations réellement satisfaites.

C'est pourquoi le P.S.U. est le seul parti de gauche à dire clairement, dans le cadre de cette bataille électorale, que l'alternative au gaullisme est socialiste. En le disant nous avons conscience d'être les véritables réalistes, et d'annoncer, dès aujourd'hui, ce qui deviendra la vérité générale de la gauche française de demain.

D'où l'importance du nombre des voix qui se porteront dès le premier tour sur les candidats du P.S.U. La gauche doit certes s'unir, et le P.S.U. fera toujours tous les efforts pour qu'il en soit ainsi ; mais elle doit en même temps faire preuve d'audace dans ses analyses comme dans son action.

Le P.S.U. a, ces dernières années, fait preuve de cette audace, et

de la continuité nécessaires. Seul, il a opposé au V^e Plan réactionnaire un contre-plan, chiffré et réaliste, qui démontrait qu'une toute autre politique que celle du pouvoir était non seulement possible mais nécessaire. Il ne peut que se féliciter aujourd'hui de voir toute la gauche se rallier à cette idée d'un nouveau plan.

Conscient de l'importance croissante des problèmes régionaux, des disparités qui se développent de l'état d'abandon dans lequel se trouvent nombre de régions déshéritées, le P.S.U. a contribué de toutes ses forces à la réussite des colloques régionaux qui se sont tenus avec le succès et le retentissement que l'on sait, à Grenoble comme à Saint-Brieuc, à Brive comme à Poitiers, à Lyon comme à Moux et à Marseille. Il souhaite ardemment que toutes les forces de gauche participent à leur tour aux prochains débats.

Plus de cent candidats du Parti Socialiste Unifié vont à travers le pays défendre ces solutions, et fixer les objectifs qu'il est possible d'atteindre dès aujourd'hui. En votant massivement pour ces candidats, dès le 1^{er} tour, les électeurs manifesteront ainsi clairement un soutien qui ne manque à aucun de nos militants à travers le pays et dans leur action quotidienne.

Ainsi apparaîtra de manière évidente le rôle croissant du Parti Socialiste Unifié, le Parti de votre avenir. □

Derniers meetings avant le tour 1^{er}

Jeudi 2 mars

CHEMILLE (Maine-et-Loire 2^e) pour soutenir Marcel Reggui — Yves Tavernier, membre du C.P.N.

USSEL (Corrèze 3^e) pour soutenir Michel Kellerman — Marc Heurgon, membre du Secrétariat national.

IGNY (Essonne 4^e) pour soutenir Jean Babin — Pierre Samson.

VERRIERES (Essonne 4^e) pour soutenir Jean Babin — Paul Parisot.

CHATEAU-THIERRY (Aisne 5^e) pour soutenir Michel Hérody — Henri Longeot, membre du Bureau national.

ST-GIRONS (Ariège 2^e) pour soutenir Roger Barat — Daniel Mayer.

ST-DIE (Vosges 2^e) pour soutenir Pierre Noël — Serge Mallet, membre du Bureau national.

VERSAILLES (Yvelines 5^e) pour soutenir Christian Boulan — Pierre Bérégovoy, membre du Secrétariat national.

PARIS-10^e pour soutenir Roger Noule — Francis Kahn.

PARIS-17^e (Epinettes) pour soutenir Pierre Nardin — Christian Guerche, membre du C.P.N., directeur adjoint de T.S. et Jacques Malterre.

M PARIS-20^e (Belleville) pour soutenir André Gozard — Philippe Laubreaux, Secrétaire de la Fédération de Paris et Yves Dechezelles.

THIAIS (Val-de-Marne 2^e) pour soutenir Pierre Ringuet — Christian Guerche, membre du C.P.N., directeur adjoint de T.S.

BAGNEUX (Hauts-de-Seine 11^e) pour soutenir Bernard Ravenel — Henri Leclerc, membre du Bureau fédéral.

PARIS-2^e pour soutenir David Weill — Claude Bourdet, membre du Bureau national.

MALAKOFF (Hauts-de-Seine 11^e) pour soutenir Roger Dauphin — Jean-Marie Vincent, membre du Bureau national.

ALFORTVILLE (Val-de-Marne 4^e) pour soutenir Guy Poilve — Georges Gontcharoff, membre du Bureau national.

ST-OUEN (Seine-St-Denis 1^{re}) pour soutenir Daniel Mignot — Jean Arthuys, membre du Secrétariat national et Jean Poperen, membre du Bureau national.

SCEAUX (Hauts-de-Seine 12^e) pour soutenir Edouard Depreux — Henri Leclerc, membre du Bureau fédéral.

MONTREUIL (Seine-St-Denis 7^e) pour soutenir Manuel Bridier — Yves Jouffa.

Vendredi 3 mars

ORSAY (Essonne 4^e) pour soutenir Jean Babin — Yves Tavernier, membre du C.P.N.

ANGERS (Maine-et-Loire 2^e) pour soutenir Marcel Reggui — Marc Heurgon, membre du Secrétariat national.

CHARTRES (Eure-et-Loir 1^{re}), à 18 h. 30, pour soutenir René Foucart — Jean Poperen, membre du Bureau national.

MAINVILLIERS (Eure-et-Loir 1^{re}), à 20 h. 45, pour soutenir René Foucart — Jean Poperen, membre du Bureau national.

PAMIERS (Ariège 2^e) pour soutenir Roger Barat — Daniel Mayer.

LOUVIERS (Eure 3^e), à 18 h. 30, pour soutenir Jean Binot — Pierre Bérégovoy, membre du Secrétariat national.

PAVILLY (Seine-Maritime 4^e) pour soutenir Christian Farjon — à 21 h., Pierre Bérégovoy, membre du Secrétariat national.

COLOMBES (Hauts-de-Seine 3^e) pour soutenir Jacque Planchenault — Georges Gontcharoff, membre du Bureau national.

PARIS-14^e (Plaisance) pour soutenir Marc Mangenot — Laurent Schwartz, Claude Bourdet et Christian Guerche.

PARIS-14^e (Montparnasse) pour soutenir Robert Chapuis — Christian Guerche, membre du C.P.N. et directeur adjoint de T.S.

PARIS-11^e (Roquette) pour soutenir Yves Jouffa — Pierre Naville, membre du C.P.N. et Yves Dechezelles.

PARIS-12^e (Bel-Air - Picpus) pour soutenir Philippe Laubreaux — Laurent Schwartz et David Weill.

FRESNES (Val-de-Marne 2^e) pour soutenir Pierre Ringuet — Charles Picant, membre du Bureau national.

NOGENT-LE PERREUX, réunion logement face à Nungesser avec Jacques Malterre et Louis Houdeville.

NANTERRE (Hts-de-Seine 7^e) pour soutenir Bernard Frévaque — Henri Longeot, membre du Bureau national.

MAISONS-ALFORT (Val-de-Marne 4^e) pour soutenir Guy Poilve — J.F. Kesler, membre du C.P.N.

SURESNES (Hauts-de-Seine 7^e) pour soutenir Bernard Frévaque — Georges Gontcharoff, membre du Bureau national.

Samedi 4 mars

LOUVIERS (Eure 3^e) pour soutenir Jean Binot — Madeleine Léo-Lagrange.

PARIS-11^e (Roquette) pour soutenir Yves Jouffa — Claude Bourdet et Jean Poperen, membres du Bureau national.

PARIS-10^e, pour soutenir Roger Noule — Jean Poperen, membre du Bureau national et David Weill. □

Matériel disponible

— BROCHURES

— Santé

— Propagande

L'exemplaire 2 F - 1,90 par 10
- 1,80 par 50 - 1,50 par 100.

Programme enseignement :

l'exemplaire 1 F.

— C.E.S. : Initiation aux problèmes économiques, trois cahiers - prix spécial 3 F (au lieu de 6,40).

— DISQUES

— Portugal résiste

— Chants de lutte

— L'Internationale

L'exemplaire : 10 F

— CORRESPONDANCE MUNICIPALE

Numéro spécial sur les réformes administratives.

Paiement à la commande.

Tribune Socialiste

54, bd Garibaldi, Paris (15^e)

C.C.P. 5826-65 Paris

A la disposition des fédérations

Trois affiches :

— Le P.S.U., parti de votre avenir

— Solidarité avec le peuple Vietnamien

— La gauche unie

Prix : 0,20 F l'unité. Paiement à la commande.

Paris : XI^e circonscription

Dans l'article de T.S. spécial (XI^e circonscription) « Le P.S.U., force montante dans le XII^e », une erreur d'imprimerie a remplacé le deuxième paragraphe par un passage d'un autre journal.

Il faut rétablir ainsi :

En 1965, il n'y avait que deux candidats de gauche. Le pourcentage du P.S.U. est passé de 6,9 % à 8,5 %.

Nécrologie

Depuis des années, notre ami Jean Hamon, bien que n'étant pas membre de notre parti, diffusait avec une conscience et une obstination exemplaires notre journal à St-Pierre-des-Corps. Malgré une maladie redoutable qui le minait peu à peu depuis longtemps, il a jusqu'au bout continué une tâche qu'il s'était assignée. Que sa femme et ses quatre enfants trouvent ici, à l'heure

du grand départ, l'assurance de l'affection de toute l'équipe de Tribune.

Mise au point

Dans notre supplément au n° 314 de T.S. (Première circonscription du Nord), nous avons écrit que notre camarade Armand Lebleu, candidat aux Législatives, était « Responsable de l'Enseignement Technique ». C'est « Inspecteur de l'Enseignement Technique » qu'il faut lire.

Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

Petites annonces

● Jeune camarade Noir d'Afrique du Sud, Docteur sciences économiques, parlant anglais et polonais, cherche tout travail, même manœuvre. Urgent s'adresser à « T.S. » ou à LAM. 51-62.

● Nous demandons aux fédérations de bien vouloir retourner aux archives de la rédaction de « T.S. » après utilisation, les photos et les clichés qu'on leur fournit pour leurs publications.

Planification

Et si nous manquions d'eau...

Mathieu Longeait

Un homme politique affirmait récemment que si la fin du monde par l'usage des bombes atomiques était un risque, le problème de l'eau amènerait avec certitude à l'anéantissement humain.

Problème humain avant tout. L'eau n'a jamais été une anxiété. Certes on savait depuis longtemps que le Midi Méditerranéen, et notamment Marseille, souffrait d'un manque d'eau, et puis l'on s'est rendu compte que le développement industriel de la moitié du Nord (notamment les régions de Lille, Roubaix, Tourcoing) doit subir un ralentissement par manque d'eau. On puise dans les nappes d'eau, les rivières, les fleuves, puis on rejette les eaux « usées » un peu n'importe où, d'une façon totalement anarchique.

Ce problème de l'eau se situe sur deux plans :

— L'alimentation en eau, dans ses diverses qualités, et dans ses multiples besoins : de l'échelon individuel aux nécessités industrielles, en passant par les besoins agricoles, les problèmes de lutte contre les inondations...

— L'épuration des eaux « usées » pour les ramener dans le circuit d'utilisation.

Du bon usage de l'eau

En face de cette angoissante situation, une commission de l'eau a été créée par le Commissariat Général du V^e Plan, un rapport vient d'être déposé très récemment.

Alimentation en eau des communes urbaines.

Retard au début du V ^e Plan	Dépenses du V ^e Plan		
	Rattrapage du retard	Nouveaux besoins	Total
M F 2 250	30 %	M F 3 000	M F 3 765

MF : Millions de F

Au début du IV^e Plan, il existait :
12.145.000 habitants urbains non raccordés à des réseaux d'égouts !

20.550.000 habitants non desservis par des stations d'épuration ! (nos 80 % vus plus haut).

La dépense pour rattraper le retard était évaluée à 5.355 MF pour

Il est constaté que « la situation se caractérise par un retard d'investissements considérable, qui place la France parmi les derniers pays d'Europe, et qui n'a pas diminué au cours du IV^e Plan ».

« Le retard le plus considérable se situe dans le secteur de l'épuration des eaux usées (80 % de la population urbaine n'est pas desservie) ».

« Dans le domaine des égouts le retard est moins important (40 % de la population n'est pas desservie) ». En effet, la réalisation des résidus d'égouts se situe sur le plan communal, cependant qu'ils constituent pour celles-ci « une nécessité vitale », mais « d'autre part, la réalisation d'égouts et de collecteurs aboutit à concentrer les eaux usées en un point, et aggrave donc la pollution, si une station d'épuration n'est pas simultanément réalisée ». Comme quoi les petits ruisseaux, quand ils ne sont pas rassemblés, ne forment pas les grandes rivières, mais il n'en reste pas moins que ces petites rivières sont polluées, et qu'elles reviennent dans le circuit de distribution.

Sait-on que l'on « estimait au début du IV^e Plan (janvier 1961) qu'il y avait 4.200.000 personnes non alimentées en eau dans les communes de plus de 2.000 habitants, dont 2.200.000 personnes pour les communes urbaines.

Ce qui amène à une situation au début du V^e Plan 1966, qui se résume ainsi :

les canalisations et 1.890 MF pour les stations d'épuration.

En 1966, au début du V^e Plan, la situation se récapitule dans le tableau ci-dessous, uniquement, pour l'assainissement des communes urbaines.

Assainissement des communes urbaines en MF	Retard au début du V ^e Plan		Dépenses du Plan		
	M F	%	Rattrapage du retard	Nouveaux besoins	Total
Canalisation ..	6 650	32	M F 2 120	M F 1 225	M F 3 345
Stations d'épuration	2 220	38	800	400	1 200
Total	8 850	33	2 920	1 625	4 545



Elie Kagen

Un engrenage

Cependant qu'il faut ajouter à ce chiffre pour l'alimentation en eau 3.765 MF soit un total de dépenses de 8.310 MF (en F 1965).

Le volume des équipements mis en œuvre pendant le IV^e Plan correspondant à 875 MF 1965.

Calcul : combien faudra-t-il de plans pour résoudre ce problème primordial, à condition de ne pas créer de nouveaux besoins ?

Réponse : « Le programme retenu pour le V^e Plan correspond à un volume d'engagement en année moyenne de 1.660 MF (1965)... »

Aussi a-t-on admis que les besoins nouveaux du V^e Plan se situaient à 1.600 MF, ce qui nous mènerait à 1983, si on admet que ceux du VI^e, du VII^e seront identiques, nous en serons en 1990, et alors il nous manquera les besoins nouveaux du dernier Plan terminé...

Nous n'avons envisagé jusqu'à maintenant que les zones urbaines, or en 1960, un inventaire du Ministère de l'Agriculture fixait à 10.800.000 le nombre de ruraux qui n'étaient pas alimentés en eau. Le rapport estime que de 1960 à 1965, 3.300.000 ruraux ont été desservis.

En regard de cette situation au début de 1962, 18.000.000 soit 82,5 % de la population rurale n'étaient pas raccordés aux 8.132 réseaux d'assainissement, dont moins d'un tiers est efficace.

12.000.000 environ, soit 92 % de la population rurale ne sont pas desservis par les 1.403 stations d'épuration dont les 2/3 sont efficaces.

Ce rapport de 290 pages environ contient tout au long de nombreuses vérités, nous voici ramenés insensiblement à la position d'un pays sous-développé.

Pourtant, d'autres problèmes dans le même domaine imposeraient des investissements, notamment la lutte contre les inondations, dont les effets, en dehors des conséquences humaines, sont si coûteux. Sait-on que

les seuls crédits de réparation, en dehors des autres pertes incommensurables, pour la crue du Sud-Ouest de 1952 a été de 4,2 milliards de Francs de l'époque. Cependant qu'une enquête lancée en 1963 par le Ministère des Travaux Publics faisait ressortir à 1.430 millions de Francs le montant des « besoins » en travaux de défense contre les eaux, et contre la mer. Sur ce montant, moins de 1.000 MF suffiraient à supprimer la quasi-totalité des dommages.

Pour répondre à l'ensemble des impératifs par les problèmes de l'eau, il a été prévu de diviser la France en 6 bassins :

- 1°) Seine-Normandie,
- 2°) Loire-Bretagne,
- 3°) Adour-Garonne,
- 4°) Rhône-Méditerranée-Corse,
- 5°) Artois-Picardie,
- 6°) Rhin-Meuse.

Chacun de ces bassins constitue une agence centrale.

En outre l'eau ne sera plus vendue comme le courant électrique à l'unité, mais comme elle représente une richesse qui n'est consommée que par sa dégradation (en effet, l'eau consommée est dans la plupart des cas rendue mais contaminée), il importera de la « désempoisonner » avant de la rendre à la consommation. Son prix de vente dépendra de l'état de son retour à une source quelconque. C'est là une nouveauté intéressante qui tiendra compte de la notion de « vérité des prix ».

Enfin, entre autres mesures de recherche de sources d'eau, il est prévu le dessalement de l'eau de mer.

Le problème de l'eau reste pour aujourd'hui à peu près entier, il vient d'être regardé, des solutions sont entrevues, elles trouveront leur application peut-être après demain, c'est-à-dire dans une génération au mieux. Pourtant il s'agit de questions qui étaient déjà hier angoissantes, et qui ont imposé leur dramatique exigence dès aujourd'hui. Alors demain ! □

Action culturelle

Penser
aux hommes adultes

Gil Jouanard

La politique culturelle du régime mérite une large discussion. Elle mérite aussi de l'humeur. L'article de Gil Jouanard, fait preuve de l'humeur nécessaire. Il est l'aboutissement d'une longue recherche que nous publierons en des temps moins électoraux. Il ouvre un débat que nous entendons bien poursuivre, et dans lequel interviendront nombre de signatures autorisées.

« T.S. »

Le défaut est visible à l'œil nu, si l'on sait regarder, *SI L'ON PREND LE TEMPS DE REGARDER*. Ce qui manque à notre époque et à ses guides, c'est : la rigueur, la méthode, la patience. Il « suffirait » qu'un gouvernement fort et lucide, constitué d'êtres ayant au préalable effectué une observation et une réflexion globale, prenne l'initiative tout à fait nouvelle et révolutionnaire de ne rien faire au hasard, de se comporter avec une ligne générale et d'un *POINT DE VUE CENTRAL*, qu'il n'ait pas des idées sur ceci ou sur cela, mais *SURTOUT*, sur l'existence, si vous voulez. Il suffirait que, au lieu de vouloir durer le plus possible, il veuille faire durer quelque chose comme une idée, une plénitude, un élan et que, entre tous les domaines de l'activité humaine, il se décide à voir un lien, un fil d'Ariane, mettons : l'individu, par exemple « l'homme français ». La politique culturelle du régime est aux antipodes de cette optique.

L'anarchie

Un constat général : depuis 1962, sous un régime stable, la constante a été l'anarchie et chaque réussite a été due à une initiative personnelle. Notre existence quotidienne n'a absolument pas été imprégnée de cette vie culturelle qui est demeurée l'affaire de loisirs transformés en méthodes efficaces de conditionnement, lesquelles aboutissent d'ailleurs à conditionner ceux-mêmes qui s'insurgent, car il est né un conformisme de l'anticonformisme qui gagne de façon dramatique, et l'on en vient à ne plus savoir comment s'y prendre pour secouer son monde : on l'approuve, il fait partie du « bon ton », il est même, à l'occasion, officiellement distingué.

La culture, c'est d'abord la manière dont on habite, dont on s'habille, dont on se meut, dont on parle.

Habitat. Où a-t-on construit, pendant ces cinq dernières années de paix, de stabilité, d'expansion, quelque chose qui ressemble à une *CITE FAITE POUR L'HOMME, ANIMAL PERFECTIONNE, C'EST-A-DIRE QUI A BESOIN D'ETRE CONFORTABLEMENT (CAR PERFECTIONNE) INSTALLE DANS UN MILIEU NATUREL (CAR ANIMAL)* ? On a rafistolé ici (ravalements) de fausses flatteuses architectures ; ailleurs, on a entassé. Et puis, pour la

classe, toute nouvelle (techniciens, « agents »), du « standing », on a instauré l'ère naïve de la résidence.

Mouvement. Eh bien, le Français de 1967 se meut par foules, à toute allure, et s'exprime de même. Et partout, y compris dans ses moments de « détente ». Il n'est même pas le matricule, car du moins son numéro le singulariserait-il. Non, il est une bulle éphémère de ce magma pâteux : la foule, coulant entre les berges surchauffées de la publicité commerciale ou électorale, il naît dans un marécage, parcourt les artères d'un égout, pour aller s'évaporer parmi les eaux d'une mer morte. Et cette foule, force anonyme et dépourvue de volonté mais non de puissance, l'entraîne dans sa course : à la « Grande Vadrouille », sur la Côte d'Azur à dates fixes, ou encore devant son héraut symbolique : Guy Lux. Se « personnaliser » (mot paradoxalement à la mode) est devenu, plus que jamais, « faire comme tout le monde » et, en plus, ô progrès, en même temps !

Alors voilà où en est la culture. Ce n'est évidemment pas devant le mot culture qu'il faudrait sortir son colt, mais devant une certaine imposture.

« Mais, pourtant, il y a eu du bon », me dit-on. Certes, du bon Banania ou du bon Dubonnet. Qui parle fétus de paille dans ce torrent de boue ? Qui ose dire que le talent, le courage, l'obstination, l'orgueil d'un Jean Vilar (qui s'est d'ailleurs mis en marge, à la façon d'un maquisard), d'un Planchon (qui avoue : « je suis désespéré », mais qui fort heureusement continuera de lutter), d'un Dasté (désabusé), d'un Gignoux (« philosophe »), d'un Jean-Luc Godard (dont les films d'ailleurs disent exactement, mais mieux, ce que je viens de développer), d'un Beckett, qui donc, ose dire que tout cela appartient à l'époque, la justifie, la hausse ? Non, monsieur, c'est exactement le contraire : cela est contre l'époque, à contre-courant. Tous, absolument tous ceux qui apportent actuellement en France quelque chose autorisant l'espoir, et qui laissent croire en la possibilité d'un changement radical (et il le faudra radical, absolument), sont les meilleures armes que l'homme possède contre un pouvoir inepte, aboutissement décadent d'une tradition d'ineptie politique et sociale, à qui



Que faire de la condition humaine ?...

Elie Kagan

le bricolage et le marchandage, dans le domaine de la culture comme dans tous les autres, servent d'éthique. Et tenter de vous rassurer, vous dire : cela s'arrangera tout seul avec le temps, avec le changement de régime, serait lâche et criminel. Non, rien ne s'arrangera tout seul, rien ne sera facile, car le mal accompli est allé loin en nous et ce ne sera

pas simple, pas drôle, de changer « l'impulsion acquise » qui draine près de cinquante millions de Français vers des drogues infiniment plus dangereuses.

Il serait temps de penser à l'homme adulte, responsable de soi et de la planète qu'il a eu un jour la prétention de hisser sur ses épaules, à Lascaux ou à Altamira peut-être. □

Théâtre

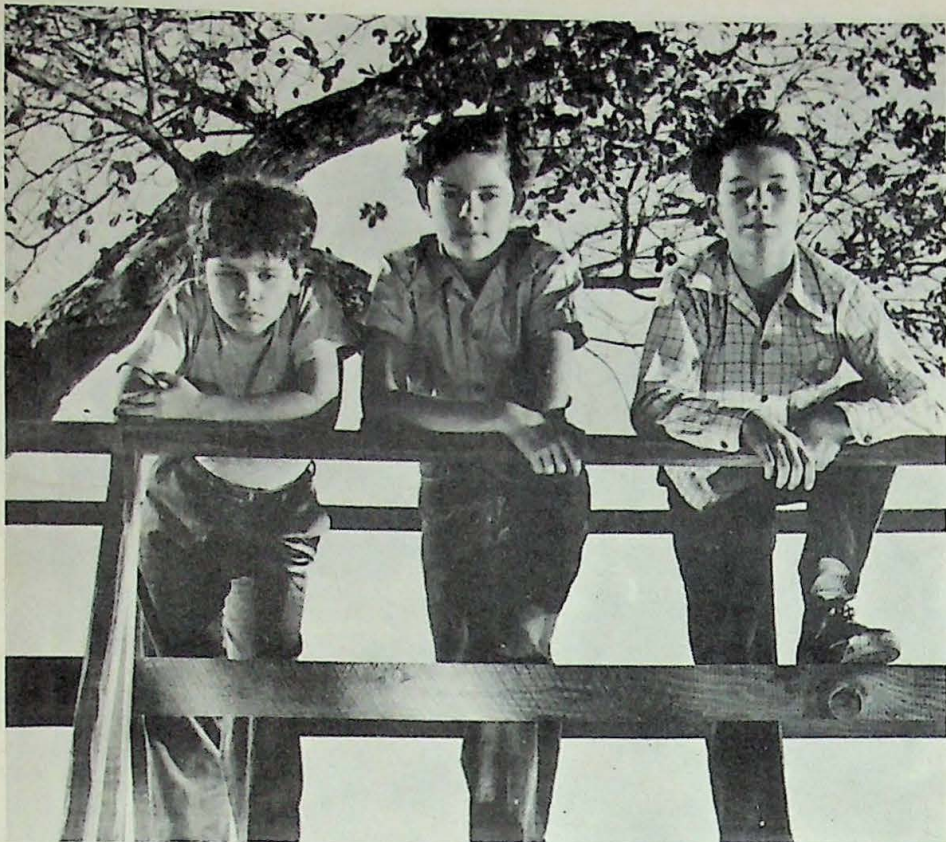
Une Noire et un Blanc

Nicole Chaumière

Et commençant ainsi, le conte ne peut que mal se terminer, racisme oblige, bien sûr. Et pourtant, si Victor Cousin tente de nous émouvoir sur les amours socialement défendues d'une chanteuse noire, Millie, avec un trompettiste blanc, Prez, et les tribulations incensées qui en découlent, à Chicago vers 1925, la platitude trop souvent appliquée de son texte n'y parvient pas. Mais Gabriel Garran vint !... et avec lui, ce souffle de révolte et de tendresse qui seul pouvait animer de quelques convulsions frénétiques cet Opéra Noir (*). Garran n'est pas homme à se laisser intimider par les obstacles d'une mise en scène. Il méconnaît celui du difficile recrutement de comédiens noirs en dédoublant le couple Millie-Prez, le rôle chanté de Millie est interprété par une authentique chanteuse de blues, Célia, le rôle parlé par une

comédienne blanche, Michelle Morette ; de même pour Prez : le trompettiste Irakli et le comédien Maurice Sarfati se partagent le personnage. Pour les autres comédiens, la distinction de race est symbolisée par des perruques et des couleurs de vêtements différentes. Ce tour de passe-passe intensifie, visuellement, le ridicule du racisme en effectuant une véritable osmose des épidermes. Qui sont les Blancs ? Qui sont les Noirs ? On ne sait plus très bien et tant mieux ! Cependant, la tension dramatique faiblirait souvent, même garantie par les astuces de la mise en scène, sans le jazz. Il est le véritable catalyseur de la pièce et, plus que toute parole, il souffre, se révolte, aime à travers les blues de Millie et la trompette de Prez. □

(* Théâtre de la région parisienne, Aubervilliers (Théâtre de la Commune).



« Le garçon aux cheveux verts »

Cinéma

Les vertes années de Losey

B. Le Saux

Les hasards de la distribution cinématographique font que « Le garçon aux cheveux verts » premier film de Joseph Losey parvient aujourd'hui seulement sur les écrans français ; quelque dix-neuf années après sa réalisation. Il s'agit là bien sûr d'un lourd handicap, et combien d'œuvres résisteraient à pareille épreuve ?

Celle-ci pourtant tient le choc. Oh ! il est certes permis de lui préférer d'autres titres dans la carrière de Losey, permis aussi de ne pas se laisser influencer par une publicité « à l'estomac » qui décrète « Le garçon aux cheveux verts » meilleur film de son auteur. Néanmoins, et incontestablement, nous assistons aux premiers pas d'un "grand" du cinéma. Non pas tant d'ailleurs parce que l'on reconnaît au passage des thèmes qui seront développés ultérieurement, mais parce que J. Losey, déjà, maîtrise impeccablement son art, parce que ses idées qu'il exprime, s'incarnent avec force dans sa mise en scène.

Abordant le cinéma à trente neuf ans, il a derrière lui une longue expérience d'homme de théâtre et vient de subir la décisive influence de Bertolt Brecht. Il s'est d'ailleurs expliqué à ce sujet dans un article (1) où, exposant ce qu'il devait au grand dramaturge, il dévoilait en fait les bases mêmes de son art : le dépouillement de la réalité et sa reconstruction précise à travers un choix de symboles-réalité ; l'importance de la précision

du geste, de la texture et de la ligne dans les objets, etc.

« Le garçon aux cheveux verts » sous une forme rappelant la fable, nous conte l'histoire d'un orphelin de guerre recueilli par un oncle-gâteau et dont la chevelure, par la faute d'un shampooing, prend un matin la couleur de l'espérance. Le jeune Peter devra à cet étrange phénomène pas mal de déboires, apprenant du même coup qu'il n'est jamais bon d'être différent, qu'on ait les cheveux verts ou la peau foncée.

Ce scénario, on le constate, ne va pas sans naïveté. Et, la vision limpide, la linéarité qui caractérisent le film ont de quoi surprendre le spectateur de 1967 qui se souvient d'« Eva » ou de « Modesty Blaise ». Mais, depuis ce « garçon aux cheveux verts » — reflétant certainement les aspirations, les illusions d'une intelligentsia libérale dont la jeunesse s'était identifiée au "New-Deal", au sortir d'une guerre qui était aussi une victoire sur le fascisme — la trajectoire de Losey s'explique par l'évolution du monde, les expériences de l'homme (Mac-carthysme, exil, etc.).

La morale de l'histoire n'est pas très difficile à tirer, mais, au-delà du thème du racisme — abordé plus franchement avec "Haines" — Losey nous parle ici de l'anti-conformisme, de la nécessité de cultiver ses différences, de demeurer un esprit libre, choses qui — il le rappelait récemment dans une interview télévisée — lui tiennent particulièrement à cœur (2).

Malgré certaines faiblesses, — en particulier la rencontre, au milieu de ruines, de Peter avec des orphelins de guerre, scène exécrable qui fut imposée à Losey par le producteur, — « Le garçon aux cheveux verts » est donc un film qui ne peut laisser indifférent. Le monde de l'enfance dans lequel il est habituellement si difficile de pénétrer — au cinéma ou ailleurs — est ici rendu sans niaiserie, avec une justesse admirable, et une poésie dont on sent qu'elle n'est pas recherchée, mais donnée de surcroît. Avouons à ce sujet que l'excel-

lent jeu du jeune Dean Stockwell, son visage émouvant, y sont pour quelque chose.

Bref, Losey avec son premier film s'impose déjà comme un très grand réalisateur, ciselant une œuvre dont la beauté, qui plus est, ne doit rien qu'à l'art cinématographique. C'est plus rare qu'on ne pourrait le penser. □

(1) « L'œil du Maître », Cahiers du cinéma n° 114. Spécial B. Brecht.

(2) Lire également le n° de février 1967 de « Images et Sons » dédié à Losey.

Musique

Un musicien de théâtre : Puccini

Bernard Sizaïre

Le Triptyque de Puccini créé cette semaine à l'Opéra Comique et les récentes représentations de Gianni Schicchi à Lyon nous fournissent l'occasion de réfléchir sur un musicien célèbre, mais souvent mal connu et hâtivement jugé.

Puccini peut être comparé soit à ses contemporains véristes, sur lesquels sa supériorité est flagrante, soit à Verdi, son grand aîné. S'il a rarement les trouvailles géniales de celui-ci, il possède une cohérence et un sens dramatique qui manquèrent longtemps à l'auteur de Rigoletto.

C'est qu'il est d'abord un homme de théâtre qui met la musique au service de l'efficacité dramatique. On a tout dit sur ses vulgarités, ses facilités. On a moins parlé de ses authentiques qualités musicales, de ses trouvailles et des audaces harmoniques qu'admiraient Ravel et Schoenberg. On a négligé, enfin, le soin qu'il apportait au choix et à la composition de ses livrets.

Ceux qui lui ont reproché de vouloir provoquer des émotions élémentaires ont oublié qu'il avait su exprimer, avec beaucoup de sensibilité, des âmes simples et fragiles (Mimi, Liu) et traduire délicatement l'atmosphère indécise des aubes et des crépuscules (La Tosca, La Bohème, Turandot). Ou aurait donc tort de le mépriser, d'autant plus qu'il sait également raconter avec une étonnante volubilité l'énorme farce de Gianni Schicchi.

Musicien dramatique, Puccini n'écrivait ni pour le concert, ni pour le récital. Ses rares morceaux de bravoure sont fréquemment dénaturés par des cabotins braillards. Ses mélodrames doivent être jugés en bloc ; c'est méconnaître l'œuvre de Puccini que de la juger sur quelques airs tonitruants détachés de leur contexte.

Les disques et les livres

A part Gianni Schicchi, créé à Paris en 1922 et repris en 1937, le Triptyque n'a jamais été joué en France. Il s'agit de trois courtes œuvres lyriques en un acte, dont nous

vous proposons une discographie, ainsi que la récente version de trois opéras célèbres de Puccini.

Gianni Schicchi et Il Tabarro

Ces deux opéras, l'un comique, l'autre profondément tragique sont dominés par la personnalité exceptionnelle de Tito Gobbi. Il demeure, par la variété de ses dons et le timbre particulier de sa voix, le plus grand baryton italien d'aujourd'hui. (Columbia.)

La Tosca

L'œuvre la plus populaire et la plus violente de Puccini trouve ici ses deux meilleurs interprètes : Tito Gobbi et Carlo Bergonzi. Le premier est un terrifiant Scarpia et le second fait du rôle traditionnel de Mario un extraordinaire numéro chantant. Callas est un phénomène sociologique débordant nettement le cadre de la chronique musicale. Reconnaissons lui de beaux accents et un robuste tempérament. (Voix de son Maître.)

La Bohème

Mirella Freni est la plus touchante Mimi qui soit. Elle possède la jeunesse, la grâce naturelle et fragile où se profile l'ombre de la mort. Ses deux derniers actes sont inoubliables et elle exprime dans la scène finale des abîmes d'amour et de tendresse. (Voix de son Maître.)

Turandot

Dernière œuvre inachevée. Puccini qui désirait faire du dernier acte une véritable apothéose, y renoue avec l'opéra à grand spectacle, répudiant l'intimisme de ses œuvres précédentes. Bien qu'inégale, Turandot contient des pages admirables comme la scène des énigmes qui exige de la chanteuse des efforts surhumains. Birgitt Nilson est aujourd'hui une des rares à pouvoir affronter ce rôle périlleux. Elle y réussit une performance impressionnante aux côtés de Franco Corelli plus vigoureux et claironnant que jamais. (Voix de son Maître.) □

La rénovation des Halles

Non à l'inconnu

David Weill

Le 23 décembre 1966, en fin de séance le Conseil Municipal de Paris était appelé à se prononcer sur les plans de rénovation du quartier des Halles, après le départ de celles-ci à Rungis. A la fin de la discussion David Weill, intervenant au nom du P.S.U., signifiait que notre parti ne voterait pas le rapport de la Première Commission, présentée en commun par M^r Charles Ledermann (communiste) et Mme Jeanne-Alexandre Debray (Centre Démocrate), rapport qui devait être appuyé par la majorité U.N.R.-Centriste du Conseil.

Situation inédite, dont les prolongements se font curieusement sentir au cours de la campagne électorale. Situation qui mérite quelques explications. Car au-delà des questions locales, elle est significative d'une attitude globale, à gauche comme à droite, par rapport aux problèmes de l'aménagement et de l'urbanisme. Il ne suffit pas en effet de se réclamer de la démocratie. Encore faut-il chercher à la pratiquer, en faisant intervenir tous les citoyens concernés par les décisions prises.

En refusant avec obstination, le saut dans l'inconnu, David Weill a fait preuve du courage élémentaire que l'on peut attendre de tout élu du parti socialiste unifié. L'on peut regretter que la gauche dans son ensemble n'ait pas suivi nos conseillers. Cela n'autorise pas en tout cas nos partenaires à se réclamer de l'unité de la gauche, pour justifier une incroyable conjonction avec l'U.N.R. et le Centre Démocrate. C'est pourquoi nous avons demandé à notre camarade David Weill de faire le point.



Le déplacement des Halles attire l'attention des spéculateurs.

ADNP

Le 13 novembre 1963, le Conseil Municipal de Paris décidait la création d'une société civile d'études pour l'aménagement des Halles de Paris et des secteurs limitrophes.

Cette société avait pour tâche de délimiter le périmètre à rénover, et de définir les grandes options d'aménagement, en tenant compte de l'ensemble des caractéristiques d'un ensemble éminemment historique.

Or si cette société a travaillé et déposé des rapports, les élus du quartier, et plus généralement le Conseil Municipal, ignorent ses conclusions et le sens du travail accompli. Certes quelques privilégiés paraissent en connaître la teneur. Mais il a été impossible malgré de multiples réclamations d'en obtenir connaissance. On peut donc s'interroger sur l'emploi des 150 millions d'anciens francs de crédit qui avaient été affectés à cette société civile. On peut encore plus gravement s'interroger sur le statut juridique de l'organisme qui va être chargé de l'aménagement, de la rénovation et de la restauration du quartier des Halles.

L'enquête préalable a été escamotée

En effet, la décision du Conseil de créer une Société mixte de Réalisation, ne garantit en rien les droits des élus de la population.

On ne connaît pour l'heure ni la délimitation du périmètre qui sera entièrement rénové. Ni les parties qui seront restaurées. Ni les choix d'urbanisme qui ont été faits ou conseillés. Ni les décisions de relogement

prises pour les 24.800 personnes concernées.

Or dans la méconnaissance absolue de ces décisions, la quasi unanimité du Conseil a cru devoir mettre en place une Société mixte chargée d'appliquer des décisions qui étaient non seulement méconnues de lui, mais même des services municipaux, d'architecture, de voirie, etc.

Cette situation est d'autant plus intolérable que l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de l'opération envisagée, a été irrégulière et illégale. En effet si les affiches réglementaires ont été apposées dans les mairies, aucune publicité particulière ou générale, comme l'exige la loi, n'a été faite, tendant réellement à permettre une consultation généralisée de la population.

Mieux, cette enquête ne portait pas sur l'objet exact de l'opération. Elle ne comprenait pas la note explicative, donnant le plan de situation, le plan général des travaux, les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants et l'appréciation sommaire des dépenses.

Qui financera les travaux ?

Cette appréciation et les différentes participations aux dépenses envisagées sont-elles également restées inconnues.

Certes le projet adopté par le Conseil Municipal prévoit le principe d'une large participation. Mais il ne s'agit ici que de principes. En effet le même projet déclare expressément que « des études complémentaires sont à poursuivre pour arrêter les modalités des charges réciproques in-

combant à la ville de Paris et à l'Etat, qu'il s'agisse du déficit foncier, du coût des logements sociaux ou des équipements des quartiers à prévoir dans l'opération ».

Qu'est-ce que cela veut dire ? Tout simplement que l'on demande à la ville de Paris d'engager les finances municipales, sans que l'Etat s'engage lui, sur l'étendue de sa participation ni sur les modalités de son intervention.

Ceci est d'autant plus grave que nous avons vu lors de précédentes opérations — comme celle des Hauts de Belleville — l'Etat demander en définitive le concours de capitaux privés, en raison de ses charges immenses, et de promesses faites et qui n'ont pas été tenues.

Il appartient à des élus de gauche, de refuser un pareil engrenage. Il appartient à des élus démocratiques, d'exiger des garanties.

Si le problème de la participation de l'Etat au déficit prévisible n'est pas réglé au départ, les choix qui ont été faits ne sont que des choix hypothétiques qui seront balayés au stade de la réalisation.

En fait il était indispensable de décider au départ que l'Etat qui a d'autorité déplacé les Halles, et imposé la rénovation du quartier, participe au déficit dans des proportions fixées de manière écrite. Il n'en a pas été ainsi.

Pas plus qu'il n'a été dit de manière claire, quels logements sociaux sont prévus pour reloger la population, où ils seront construits, et s'ils seront construits avant les expulsions et les démolitions d'habitations prévues.

Reste enfin le problème des équipements collectifs. On n'a prévu ni

écoles, ni lycées, ni jardins d'enfants, ni crèches, ni dispensaires, ni espaces verts... Seules des constructions de prestige, pour ministères ou compagnies d'assurance.

En réalité c'est dans la hâte que tout cela a été décidé. Et les conseillers qui ont soutenu ces dispositions ont pris de graves responsabilités.

Une solution restait possible

Certes un certain nombre de Conseillers étaient préoccupés en votant la déclaration d'utilité publique, d'écartier des risques évidents : risque d'implantations nouvelles dont la nature serait en contradiction avec celle de l'équipement envisagé ; maintien de la stabilité de prix des terrains pour éviter les spéculations.

Mais on pouvait éviter ces dangers, comme les Conseillers P.S.U. l'ont proposé, en créant une zone d'aménagement différé structurante. En prenant cette mesure on évitait les risques dénoncés, mais on évitait en même temps que les procédures d'expulsion et d'expropriation soient déjà engagées.

Le Conseil Municipal en a décidé autrement. Dans l'ignorance totale des projets urbanistiques, comme des moyens financiers à mettre en œuvre, il a néanmoins pris la décision de la déclaration d'utilité publique.

Nous n'avons pas cru devoir le suivre sur cette voie. Nous continuons de penser que d'autres procédures sont possibles. Nous comptons sur l'appui de tous les citoyens concernés pour qu'il en soit ainsi. □

Propos recueillis par Marc Echeverry.